A°. 1938. N°. 4.



PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 8n Januari 1938, nr. 51 bepalende de bekendmaking van het Koninklijk Besluit van den 5den November 1937 (Staatsblad No. 34), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 28 Augustus 1936 te Boekarest tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië gesloten clearingovereenkomst, alsmede van den op 21 Augustus 1937 aldaar tusschen beide landen gesloten modus vivendi tot handhaving van de overeenkomst met eenige wijzigingen.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Voorgenomen de missive van den Minister van Kolonien dd 24 November 1937, 8e. Afdeeling, No. 10/679, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk Besluit van den 5den November 1937 (Staatsblad No. 34), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van de op 28 Augustus 1936 te Boekarest tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië gesloten clearingovereenkomst, alsmede van den op 21 Augustus 1937 aldaar tusschen beide landen gesloten modus vivendi tot handhaving van de overeenkomst met eenige wijzigingen;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

te bepalen:

dat het voormelde Koninklijk Besluit van den 5den November 1937 (Staatsblad No. 34) nevens afschrift dezer beschikking, in het *Publicatieblad* zal worden opgenomen.

De Gouverneur voornoemd,

G. J. J. WOUTERS.

Uitgegeven den 20n Januari 1938.
De wnd. gouvernements-secretaris,
R. BOSKALJON.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de op 28 Augustus 1936 te *Boekarest* tusschen het *Koninkrijk der Nederlanden* en het *Koninkrijk Roemenië* gesloten clearingovereenkomst, alsmede den op 21 Augustus 1937 aldaar tusschen beide landen gesloten modus vivendi tot handhaving van de overeenkomst met eenige wijzigingen, van welke overeenkomst en modus vivendi een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Gelet op artikel 2 der Wet Internationaal Betalingsverkeer 1934 (*Staatsblad* n°. 583);

Overwegende, dat genoemde overeenkomst krachtens artikel 14 voor *Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname* en *Curaçao* op 1 September 1936 is in werking getreden en, na door de Roemeensche Regeering met ingang van 1 Augustus 1937 te zijn opgezegd, weder is verlengd achtereenvolgens tot 15 Augustus en 21 Augustus 1937 en vervolgens gehandhaafd bij genoemden modus vivendi tot 31 December 1937;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 29sten October 1937, Directie van het Protocol, n°. 38856;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemde overeenkomst en modus vivendi, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereischt.

Het Loo, den 5den November 1937.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
J. PATIJN.

Uitgegeven den *negentienden* November 1937.

De Minister van Justitie,
C. GOSELING.

Accord de paiements entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Roumanie.

Le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement roumain désirant faciliter le règlement des paiements entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Roumanie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

(1) Les sommes dues pour tout achat de marchandises roumaines importées directement ou indirectement dans le territoire douanier du Royaume des Pays-Bas seront à l'échéance versées intégralement en florins néerlandais au crédit d'un compte global non productif d'intérêts, ouvert auprès du Nederlandsch Clearinginstituut.

(2) Pour autant que des frais de transport et d'autres frais payables en dehors de la Roumanie, sont compris dans le prix d'achat, le Nederlandsch Clearinginstituut peut donner l'autorisation de déduire ces frais des sommes à verser au compte global, à condition que ces frais soient de caractère habituel et économiquement justifiés.

(3) Lorsque la somme due sera libellée en une autre devise que le florin néerlandais, elle sera versée en florins sur la base du cours moyen coté pour la devise en cause à la séance de la Bourse d'Amsterdam qui précède le jour du versement.

(4) Le Nederlandsch Clearinginstituut avisera chaque jour la Banque Nationale de Roumanie des versements ainsi opérés. L'avis de versement mentionnera pour chaque versement le nom du donneur d'ordre dans le Royaume des Pays-Bas, le nom du bénéficiaire en Roumanie, la nature de la marchandise et les indications nécessaires à indentifier chaque envoi, ainsi que la répartition des sommes versées entre les comptes spéciaux, mentionnés à l'art. 3 du présent Accord.

Article 2.

La Banque Nationale de Roumanie mettra la contrevaleur en Lei des versements effectués auprès du Nederlandsch Clearinginstituut à la disposition des ayants-droit en Roumanie conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie.

Article 3.

(1) Les montants en florins néerlandais, versés au crédit du compte global auprès du Nederlandsch Clearinginstituut, seront répartis entre les comptes spéciaux, mentionnés ci-après, au nom de la Banque Nationale de Roumanie:

a) 28 % au compte spécial A;
b) 50 % ,, ,, ,, B;
c) 5 % ,, ,, ,, C;
d) 5 % ,, ,, ,, D;
e) 12 % ,, ,, ,, E.

(2) Les avoirs du compte spécial A seront affectés dans l'ordre chronologique des échéances aux paiements des créanciers néerlandais de l'Etat roumain et des autorités roumaines et notamment au service de la dette publique ainsi qu'aux paiements de toutes les dettes des caisses autonomes et des collectivités publiques (y compris les dettes des municipalités et la quote-part de 5 % à la charge de la Roumanie pour les emprunts gérés par la Caisse Commune des porteurs des Dettes Publiques Autrichienne et Hongroise émises avant la guerre) autres que celles afférentes aux livraisons de marchandises.

Sont considérés comme créanciers néerlandais les personnes physiques de nationalité néerlandaise et les personnes physiques ou morales domiciliées normalement dans le Royaume des Pays-Bas, représentant des intérêts néerlandais, pour autant qu'il est établi que les titres en cause leur appartenaient au 1-er juillet 1936 ou bien que dès cette date ces titres ont appartenu sans interruption à des personnes des mêmes catégories.

Il n'est porté atteinte ni aux contrats d'emprunts ni aux accords intervenus entre le Gouvernement roumain et les porteurs.

Si, pour la première fois au 31 décembre 1936 et ensuite à l'expiration de chaque période de six mois, le compte spécial A laisse un solde, après que en surplus des sommes échues pendant cette période une quote-part de la provision des coupons échéant

dans les six mois suivants, à déterminer de commun accord entre le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie aura été réservée ce solde sera utilisé de la manière suivante:

I) Tant que les créances déjà échues à régler par prélèvement sur les comptes spéciaux A et C et les créances à régler par prélèvement sur le compte spécial D, ne seront pas liquidées entièrement, le solde, jusqu'à un maximum de 6 % du total des versements effectués au compte global au cours des six derniers mois, sera utilisé pour la moitié à la liquidation des dites créances de la façon à déterminer par le Nederlandsch Clearinginstituut, tandis que l'autre moitié sera portée au crédit du compte E.

II) Après la liquidation totale des créances visées sous I, la moitié destinée à cette liquidation sera également portée au crédit du compte E.

III) Au cas où le solde dépasserait les 6 % des versements au compte global, l'excédent sera porté au crédit du compte B, demeurant entendu que, tant que les créances visées sous I ne seront pas entièrement liquidées, l'excédent sera utilisé à ce but de la façon à déterminer par le Nederlandsch Clearing-instituut.

(3) Les avoirs du compte spécial B seront affectés au règlement à l'échéance des créances commerciales nouvelles, y compris celles qui résulteront de fournitures de toute sorte faites à l'Etat roumain ou aux caisses autonomes.

(4) Les avoirs du compte spécial C seront affectés au règlement des créances financières appartenant aux ressortissants néerlandais.

Le règlement des créances financières s'effectuera au marc le franc en apurant, tout d'abord les créances échues entre le 1-er janvier 1935 et la mise en vigueur du présent Accord et ultérieurement celles échues au cours de chacune des périodes semestrielles suivantes, la première de ces périodes expirant au 31 décembre 1936. Aussitôt que le développement du compte spécial C le permet, le règlement des créances financières nouvelles se fera dans l'ordre des demandes de change.

Au cas où le compte C laisserait un solde après qu'une somme à établir de commun accord entre la Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut aura été réservée, ce solde sera portéè au crédit du compte B.

(5) Les avoirs du compte spécial D seront affectés aux paiements des créances commerciales arriérées.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie arrêteront de commun accord les modalités de recensement et de règlement au marc le franc des créances commerciales arriérées. La liste définitive des créances arriérées sera arrêtée de commun accord par les deux Institutions. Dès que les créances commerciales arriérées auront été liquidées, le compte spécial D sera fermé; le solde sera transféré au compte spécial B, et le pourcentage des versements au crédit du compte global à porter au compte spécial B sera augmenté à 55 %.

(6) Les avoirs du compte spécial E seront à la libre disposition de la Banque Nationale de Roumanie. Le Nederlandsch Clearinginstituut assurera le libre transfert de ces disponibilités selon des instructions de la Banque Nationale de Roumanie.

(7) Au cas où un débiteur roumain ne sera pas à même ou refusera de produire les documents exigés par la Banque Nationale de Roumanie afin de constater l'existence d'une créance présentée en due forme par un créancier néerlandais, la Banque Nationale de Roumanie prendra, sur demande du créancier faite par l'entremise du Nederlandsch Clearinginstituut toutes mesures nécessaires à la constatation de la dette, et procédera notamment à l'examen des livres du débiteur.

(8) Le Nederlandsch Clearinginstituut avisera immédiatement la Banque Nationale de Roumanie de chaque transfert de montants d'un compte spécial à un autre compte spécial, visé dans les paragraphes précédents.

(9) Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie désignés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, envisageront de commun accord les modalités propres à rendre efficaces les dispositions du présent article et veilleront à leur exécution. Ils pourront également s'entendre sur des virements éventuels à effectuer d'un compte spécial à un autre.

Article 4.

(1) Sont considérées comme créances commerciales nouvelles: toute créance résultant de l'importation de marchandises néerlandaises en Roumanie échéant à partir du 1-er septembre 1936.

(2) Sont considérées comme créances commerciales arriérées: toute créance résultant de l'importation de marchandises en Roumanie par une maison néerlandaise sans tenir compte de

l'origine de la marchandise, pour autant que ces créances soient échues antérieurement au 1-er septembre 1936.

(3) Sont considérées comme créances financières:

a) Les intérêts à payer à l'étranger sur obligations ou sur dettes de toute nature, autres que ceux mentionnées à l'article 3, paragraphe 2, les bénéfices, dividendes et intérêts pour prêts et avance de fonds et toute autre dette non-commerciale dans le sens du présent Accord, dus par des personnes ou entreprises roumaines, pour autant que ces titres ou créances étaient en possession de créanciers néerlandais, comme définis à l'article 3, paragraphe 2, au moment de la mise en vigueur du présent Accord;

b) Les intérêts, bénéfices ou dividendes provenant de l'investissement de capitaux néerlandais en Roumanie dans les entreprises de nationalité autre que néerlandaise, proportionnellement à l'importance de la participation des dits capitaux dans ces entreprises;

c) Les revenus nets provenant des investissements en Roumanie réalisés au moyen de la contrevaleur en lei de créances commerciales arriérées pour autant que ces investissement sont ou ont été effectués dans le cadre de la Loi roumaine du 15 avril 1935.

(4) Le transfert des créances financières mentionnées au paragraphe précédent sous *a* et *b* ne pourra dépasser 5 % par an du montant nominal du capital, les transferts de capitaux étant exclus.

Le transfert des créances financières mentionneés au paragraphe précédent sous *c* ne pourra dépasser 5 % par an du montant nominal du capital comme intérêt, et 3 % comme amortissement du capital.

Article 5.

(1) Dès la date de la mise en vigueur du présent Accord toute exportation néerlandaise de marchandises à régler d'après les dispositions du présent Accord sera soumise au visa préalable des autorités néerlandaises compétentes d'après les dispositions en vigueur aux Pays-Bas. Le visa, qui sera apposé sur une copie de la facture ne dispense pas l'importateur roumain de la présentation du certificat d'origine exigé par la réglementation roumaine.

(2) D'autre part le Gouvernement roumain pourra soumettre l'importation de produits du Royaume des Pays-Bas à un permis d'importation. Ce permis sera délivré dans les limites des contingentements prévus à l'Accord commercial du 10 février 1935 conclu entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement roumain.

Article 6.

(1) Les débiteurs en Roumanie sont obligés d'acheter à l'échéance de leurs dettes envers les créanciers aux Pays-Bas le change nécessaire à la Banque Nationale de Roumanie, conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie.

(2) La Banque Nationale de Roumanie mettra à la disposition des débiteurs en Roumanie, les montants en florins figurant au crédit de ses comptes prévus à l'art. 3 (1) du présent Accord, conformément aux dispositions en vigueur en Roumanie, et donnera sans retard les ordres de paiement à valoir sur ses disponibilités auprès du Nederlandsch Clearinginstituut.

(3) Les ordres de paiement indiqueront pour chaque vente de change effectuée le compte spécial au débit duquel le paiement sera effectué ainsi que le montant, le nom du bénéficiaire et les particularités nécessaires à identifier la créance.

(4) Dans le cas où, faute de disponibilités suffisantes à l'un des comptes spéciaux auprès du Nederlandsch Clearinginstituut, la Banque Nationale de Roumanie ne peut vendre les florins nécessaires, les demandes de change ainsi différées seront prises en note par cette dernière Institution, qui en avisera le Nederlandsch Clearinginstituut et donnera suite à ces demandes dès que la provision existera au compte spécial en cause.

(5) Dans le cas où le débiteur ne pourrait acquérir à l'échéance le change nécessaire à la Banque Nationale de Roumanie, le créancier pourra exiger que le débiteur verse la contrevaleur en lei calculée d'après les dispositions en vigueur à ce moment à un compte ouvert à son nom dans une banque en Roumanie à charge pour elle d'en aviser immédiatement la Banque Nationale de Roumanie qui à son tour en avisera le Nederlandsch Clearinginstituut. Ce versement ne sera pas libératoire.

(6) Au surplus, un débiteur en Roumanie n'est pas libéré de son obligation de paiement aussi longtemps que le créancier n'a pas reçu la contrevaleur intégrale en florins de sa créance.

(7) Sauf convention contraire entre les parties, la conversion en florins des créances en une autre monnaie aura lieu sur la base du cours moyen coté pour la devise en cause à la séance de la Bourse de Londres le jour précédant la date de l'ordre de paiement de la Banque Nationale de Roumanie.

Article 7.

La cession de change par la Banque Nationale de Roumanie aux importateurs en Roumanie, pour les créances commerciales échues postérieurement au 1-er septembre 1936, ne pourra s'effectuer que sur production de la copie de la facture visée par les autorités néerlandaises compétentes conformément à l'article 5 ci-dessus. Cette copie visée sera remise par l'importateur en Roumanie à la Banque Nationale de Roumanie qui la joindra dûment estampillée aux ordres de paiement à envoyer au Nederlandsch Clearinginstituut.

Article 8.

(1) Des opérations de compensation privée concernant les produits prévus dans les listes A et B de la réglementation roumaine relative aux compensations ne pourront être effectuées qu'avec l'autorisation préalable du Nederlandsch Clearinginstituut dans chaque cas particulier.

(2) D'autres opérations de compensation privée ne pourront être effectuées qu'avec l'autorisation préable du Gouvernement roumain et du Nederlandsch Clearinginstituut dans chaque cas particulier.

(3) Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie se mettront d'accord suivant les instructions de leurs Gouvernements sur les modalités de règlement des compensations privées.

Article 9.

(1) Les entreprises exportatrices de produits pétroliers roumains vers les Pays-Bas, qui au cours normal de leur exploitation importent des marchandises néerlandaises en Roumanie pour leurs propres nécessités, pourront d'après les modalités à statuer par le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie, régler le prix d'achat de leurs importations de marchandises néerlandaises moyennant une partie du prix de vente de leurs exportations vers les Pays-Bas.

(2) Dans ce but et sur demande de l'entreprise en cause les versements effectués au Nederlandsch Clearinginstituut en sa faveur seront répartis comme suit:

a) 28 % au compte spécial A;

b) 25 % ,, ,, ,, B;

c) 5 % ,, ,, ,, C;

d) 5 % ,, ,, ,, D;

e) 12 % ,, ,, ,, E;

f) Le solde de 25 % sera porté au crédit de comptes indisponibles en faveur des exportateurs en Roumanie. Les montants figurant au crédit des dits comptes ne pourront être utilisés qu'avec l'autorisation préable de la Banque Nationale de Roumanie qui en avisera le Nederlandsch Clearinginstituut. A cet avis la Banque Nationale de Roumanie joindra la copie de la facture pour la livraison en cause, visée par les autorités néerlandaises compétentes et dûment estampillée par la dite Banque. Après chaque période de trois mois le solde non utilisé de chaque versement aux comptes indisponibles pourra être transféré de commun accord entre la Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut au compte spécial B.

Article 10.

(1) Il est entendu qu'en tout ce qui concerne le présent Accord les expressions ,,Royaume des Pays-Bas'' et ,,néerlandais'' visent le territoire du Royaume en Europe aussi bien qu'en dehors de l'Europe.

(2) Seront considérées comme marchandises néerlandaises: toutes marchandises d'origine néerlandaise, ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées aux Pays-Bas de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national.

Le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie pourront statuer de commun accord que des marchandises non-néerlandaises, d'origine non-européenne soient traitées comme des marchandises néerlandaises, à condition qu'elles aient fait l'objet d'un courant commercial régulier entre les Pays-Bas et la Roumanie antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Accord et qu'elles soient importées en Roumanie par l'intermédiaire d'une maison néerlandaise établie

aux Pays-Bas, pourvu que cette maison se soit déjà occupée de ce commerce avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

(3) Seront considérées comme marchandises roumaines toutes marchandises d'origine roumaine ainsi que toutes marchandises que ont été ouvragées ou transformées en Roumanie de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national.

Article 11.

(1) Lorsque le présent Accord viendra à l'expiration, les envois de marchandises roumaines et néerlandaises pas encore importées à ce moment dans le pays de destination mais expédiées de l'autre pays au plus tard trois jours après la date du préavis visé à l'art 14 (2), seront réglés d'après les dispositions du présent Accord.

(2) Les soldes disponibles au crédit des comptes spéciaux de la Banque Nationale de Roumanie auprès du Nederlandsch Clearinginstituut seront utilisés conformément aux dispositions du présent Accord.

(3) Les importateurs néerlandais devront continuer à verser le prix d'achat de leurs importations de marchandises roumaines auprès du Nederlandsch Clearinginstituut, tant qu'il y aura des demandes de change non satisfaites pour le règlement de créances nouvelles, résultant de l'importation en Roumanie de marchandises néerlandaises, munies du visa des autorités néerlandaises compétentes, visées à l'article 5. Ces versements seront portés au crédit du compte special B.

Article 12.

Chaque Gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires afin que les dispositions du présent Accord soient respectées.

Article 13.

(1) Les modalités d'ordre technique du présent Accord seront arrêtées de commun accord entre le Nederlandsch Clearinginstituut et la Banque Nationale de Roumanie.

(2) Les deux Gouvernements règleront par entente mutuelle les difficultés que pourrait soulever l'application du présent Accord.

Article 14.

Le présent Accord abroge tout arrangement de clearing ou de paiements antérieur et il entrera en vigueur le 1-er septembre 1936. Avant la date de la mise en vigueur du présent Accord le Gouvernement roumain avisera le Gouvernement des Pays-Bas de l'assentiment de la Banque Nationale de Roumanie au présent Accord.

Le présent Accord restera en vigueur aussi longtemps que l'un des deux Gouvernements n'aura pas signifié à l'autre Gouvernement son désir d'y mettre fin, avec un préavis d'au moins quinze jours, pour que l'expiration ait lieu à fin de mois.

Fait à Bucarest, en double envoi, aujourd-hui le 28 août 1936.

Pour le Gouvernement royal néerlandais,

J. B. Hubrecht

Pour le Gouvernement royal roumain,

Gh. Leon

Modus Vivendi.

Afin de faciliter les échanges commerciaux jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord, le Gouvernement Royal des Pays-Bas et le Gouvernement Royal de Roumanie sont convenus de maintenir les dispositions de l'Accord de Paiements avec annexes, signés le 28 août 1936, sous réserve de ce qui suit:

Article 1er.

1. En attendant que la liste définitive des créances arriérées à régler au débit du compte spécial D soit arrêtée par la Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut et que les deux Institutions aient fixé le moment auquel le compte spécial F sera fermé définitivement, l'alimentation de ces deux comptes cessera au moment de l'entrée en vigueur du présent Modus Vivendi.
2. Les deux Institutions prendront les mesures nécessaires à ce que la liquidation des créances arriérées soit effectuée aussi tôt que possible.
3. Après la liquidation des comptes spéciaux D et F, la Banque Nationale de Roumanie mettra le cas échéant, à la disposition des débiteurs roumains les florins nécessaires au règlement des créances commerciales arriérées, non liquidées auparavant et reconnues justes par les deux Institutions. Le paiement aux créanciers néerlandais s'effectuera au débit du compte spécial B dans l'ordre chronologique des versements.

Article 2.

1. Il est entendu que la somme à virer au compte spécial E, conformément aux dispositions de l'article 3, par. 2 sous I et II de l'Accord est définitivement fixée à florins 120.000 pour la période écoulée. Cette somme sera mise à la libre disposition de

la Banque Nationale de Roumanie dès la mise en vigueur du présent Modus Vivendi.

2. Le 31 décembre 1937 il sera procédé à un nouveau virement au compte spécial E, conformément aux dispositions de l'Accord mentionnées au paragraphe précédent.

3. L'excédent du compte spécial A dépassant le montant de la réserve à fixer entre la Banque Nationale de Roumanie et le Nederlandsch Clearinginstituut, sera viré conformément aux dispositions de l'article 3, par 2 sous III de l'Accord, au compte spécial B afin d'être utilisé pour des besoin immédiats.

Article 3.

1. Les deux Gouvernements sont d'accord que dans l'intérêt du commerce entre les deux pays l'accumulation de montants non affectés ni utilisés en florins au compte spécial B auprès du Nederlandsch Clearinginstituut soit évitée autant que possible.

2. A cet effet, la Banque Nationale de Roumanie mettra à la disposition des débiteurs roumains, même avant l'importation de la marchandise, les florins représentant le prix d'achat ou un acompte sur ce prix, à condition que ce paiement soit basé sur vente contre documents ou autre mode de paiement correspondant aux usages commerciaux et prévu dans le contrat de vente ou de livraison.

3. De même, le Gouvernement néerlandais fera le nécessaire pour que les visas mentionnés à l'article 5 de l'Accord soient accordés de telle manière que les disponibilités soient utilisées autant que possible.

4. En ce qui concerne les articles contingentés en Roumanie, le Gouvernement roumain — à la demande des importateurs — octroiera des permis d'importation au moins jusqu'aux limites mentionnées à la liste annexée à l'Accord commercial du 10 février 1935 pour autant que les importateurs roumains disposeront d'un droit général d'importation pour les marchandises en cause. Au moment de la remise du permis d'importation en Roumanie, l'autorité compétente délivrera à l'importateur une attestation que celui-ci devra envoyer sans délai à l'exportateur néerlandais.

Article 4.

1. En ce qui concerne les achats de blé les deux Gouvernements détermineront de commun accord les termes de livraison

et la répartition des montants versés au compte blé parmi les comptes spéciaux prévus à l'article 3 de l'Accord.

2. Il est entendu que dans cette répartition figureront:

	Devises à la libre disposition de la Banque Nationale de Roumanie.	Marchandises non-néerland. comme définies à l'art. 10, par. 2 de l'Accord.
première tranche (30 000 tonnes)	35 %	5 %
deuxième tranche (30 000 tonnes)	40 %	15 %
troisième tranche (30 000 tonnes)	45 %	20 %
achats dépassant les 90 000 tonnes	50 %	20 %

Article 5.

Le présent Modus Vivendi entrera en vigueur le 21 août 1937. Il cessera de produire ses effets le 31 décembre 1937.

Fait à Bucarest en double exemplaire, le 21 août 1937.

L. G. van Hoorn. M. Berceanu.

VERTALING.

Betalingsregeling tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Roemenië.

Daar de Nederlandsche Regeering en de Roemeensche Regeering het betalingsverkeer tusschen Nederland en Roemenië wenschen te vergemakkelijken, zijn de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, het volgende overeengekomen:

Artikel 1.

(1) De bedragen, verschuldigd voor iederen aankoop van Roemeensche goederen, ingevoerd rechtstreeks of niet rechtstreeks in het douane-gebied van het Koninkrijk der Nederlanden, zullen op den vervaldag in hun geheel in Nederlandsche guldens worden gestort op een rentelooze algemeene rekening, geopend bij het Nederlandsch Clearinginstituut.

(2) Voor zoover in den aankoopprijs vervoer- en andere buiten Roemenië te betalen kosten begrepen zijn, kan het Nederlandsch Clearinginstituut machtiging verleenen deze kosten in mindering te brengen van de op de algemeene rekening te storten bedragen onder voorwaarde, dat deze kosten van gebruikelijk karakter en economisch gerechtvaardigd zijn.

(3) Indien het verschuldigde bedrag uitgedrukt is in een andere valuta dan den Nederlandschen gulden, zal het in guldens worden gestort op basis van den gemiddelden koers van de desbetreffende valuta, volgens noteering van de Amsterdamsche Beurs op den dag, voorafgaande aan dien der storting.

(4) Het Nederlandsch Clearinginstituut zal de Nationale Bank van Roemenië dagelijks op de hoogte brengen van de aldus verrichte stortingen. Het advies van storting zal voor elke storting vermelden den naam van den opdrachtgever in het Koninkrijk der Nederlanden, den naam van den begunstigde in Roemenië, den aard van de goederen en de gegevens, noodig voor het identificeeren van iedere zending, alsmede de verdeeling van de gestorte bedragen over de bijzondere rekeningen, genoemd in art. 3 van deze Overeenkomst.

Artikel 2.

De Nationale Bank van Roemenië zal de tegenwaarde in lei van de bij het Nederlandsch Clearinginstituut verrichte stortingen ter beschikking stellen van de rechthebbenden in Roemenië overeenkomstig de in Roemenië van kracht zijnde bepalingen.

Artikel 3.

(1) De bedragen in Nederlandsche guldens, gestort op de algemeene rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut, zullen worden verdeeld over de hierna te noemen bijzondere rekeningen ten name van de Nationale Bank van Roemenië:

a) 28 % op de bijzondere rekening A;
b) 50 % ,, ,, ,, ,, B;
c) 5 % ,, ,, ,, ,, C;
d) 5 % ,, ,, ,, ,, D;
e) 12 % ,, ,, ,, ,, E.

(2) De tegoeden van de bijzondere rekening A zullen in de chronologische volgorde van de vervaldagen worden aangewend ten behoeve van betalingen aan Nederlandsche schuldeischers van den Roemeenschen Staat en van de Roemeensche overheden en wel met name van den Dienst van de Publieke Schuld, en eveneens ten behoeve van de betalingen van alle schulden van de autonome kassen en van de publieke lichamen (daarbij inbegrepen de schulden der gemeenten en het aandeel van 5 % ten laste van Roemenië in de leeningen, beheerd door de ,,Caisse Commune'' ten behoeve van houders van schuldbewijzen van vóór den oorlog aangegane openbare schulden van Oostenrijk en Hongarije), uitgezonderd de schulden, welke betrekking hebben op de levering van goederen.

Als Nederlandsche schuldeischers worden beschouwd natuurlijke personen van Nederlandsche nationaliteit en natuurlijke of rechtspersonen, welke hun woonplaats als regel in het Koninkrijk der Nederlanden hebben, die Nederlandsche belangen vertegenwoordigen, een en ander voor zoover vastgesteld is, dat op 1 Juli 1936 de betrokken rechten hun toebehoorden, of wel dat van voormelden datum af deze rechten zonder onderbreking aan personen van dezelfde groepen hebben toebehoord.

Er wordt geen inbreuk gemaakt op leeningsovereenkomsten, noch op tusschentijdsche schikkingen tusschen de Roemeensche Regeering en de houders.

Indien, voor de eerste maal op 31 December 1936 en vervolgens aan het einde van ieder zesmaandelijksch tijdvak, de bijzondere rekening A een saldo oplevert, nadat boven de bedragen in dat tijdvak vervallen een deel van de gelden, benoodigd voor de coupons, die vervallen in de volgende zes maanden, dat vastgesteld wordt in gemeenschappelijk overleg tusschen het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië, zal zijn gereserveerd, zal dit saldo op de volgende wijze worden aangewend:

I) Zoolang de reeds vervallen vorderingen, die vereffend worden door afboeking op de bijzondere rekeningen A en C en de vorderingen, die vereffend worden door afboeking op de bijzondere rekening D niet geheel afgewikkeld zullen zijn, zal het saldo tot een maximum van 6 % van het totaal der gedurende het voorafgaande halfjaar op de algemeene rekening gedane stortingen. voor de helft gebruikt worden voor de afwikkeling der genoemde vorderingen op de wijze, te bepalen door het Nederlandsch Clearinginstituut, terwijl de andere helft zal worden overgebracht naar het credit van de rekening E.

II) Na de algeheele afwikkeling van de vorderingen, bedoeld onder I, zal de helft, die voor deze afwikkeling bestemd was, eveneens worden overgebracht naar het credit van de rekening E.

III) In het geval, dat het saldo 6 % van de stortingen op de algemeene rekening zou overtreffen, zal het overschot worden overgebracht naar het credit van de rekening B, met dien verstande, dat voor zoover de vorderingen, bedoeld onder I, niet geheel zullen zijn afgewikkeld, het overschot tot dit doel zal worden aangewend op de wijze, te bepalen door het Nederlandsch Clearinginstituut.

(3) De tegoeden van de bijzondere rekening B zullen worden aangewend voor de vereffening op den vervaldag van nieuwe handelsvorderingen, met inbegrip van die vorderingen, welke voortvloeien uit leveringen van elken aard gedaan aan den Roemeenschen Staat of aan de autonome kassen.

(4) De tegoeden van de bijzondere rekening C zullen worden aangewend voor de vereffening der financieele vorderingen, toebehoorende aan Nederlandsche onderdanen.

De vereffening der financieele vorderingen zal pondspondsgewijze geschieden met dien verstande, dat allereerst voor afwikkeling in aanmerking komen de vorderingen, die vervallen zijn

tusschen 1 Januari 1935 en het in werking treden van de onderhavige Overeenkomst en daarna die, welke vervallen zijn in den loop van ieder van de volgende zesmaandelijksche perioden, waarvan de eerste te eindigen op 31 December 1936. Zoodra het verloop van de bijzondere rekening C het veroorlooft, zal de vereffening der nieuwe financieele vorderingen geschieden in de volgorde van de valuta-aanvragen.

In het geval, waarin de rekening C een saldo zou opleveren, nadat een bedrag, in gemeen overleg tusschen de Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsch Clearinginstituut vast te stellen, zal zijn gereserveerd, zal dit saldo overgebracht worden naar het credit van de rekening B.

(5) De tegoeden van de bijzondere rekening D zullen aangewend worden voor de betalingen van de achterstallige handelsvorderingen.

Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië zullen in gemeen overleg de wijze vaststellen, waarop de verificatie en de pondspondsgewijze vereffening van de achterstallige handelsvorderingen zal geschieden. De definitieve lijst van achterstallige vorderingen zal in gemeen overleg door de beide instellingen worden vastgesteld. Zoodra de achterstallige handelsvorderingen zullen zijn vereffend, zal de bijzondere rekening D worden afgesloten; het saldo zal worden overgebracht naar de speciale rekening B en het percentage van de stortingen op de algemeene rekening, dat overgebracht wordt naar de speciale rekening B, zal worden verhoogd tot 55 %.

(6) De tegoeden van de speciale rekening E zullen ter vrije beschikking staan van de Nationale Bank van Roemenië. Het Nederlandsch Clearinginstituut zal voor de vrije overmaking van deze beschikbare gelden zorg dragen overeenkomstig de aanwijzingen van de Nationale Bank van Roemenië.

(7) Ingeval een Roemeensche schuldenaar niet in staat zal zijn of zal weigeren de documenten over te leggen, die door de Nationale Bank van Roemenië worden geëischt, teneinde het bestaan van een door een Nederlandschen schuldeischer in den vereischten vorm ingediende vordering vast te stellen, zal de Nationale Bank van Roemenië op verzoek van den schuldeischer, overgebracht door tusschenkomst van het Nederlandsch Clearinginstituut, alle maatregelen nemen, die noodig zijn voor de vaststelling van de schuld en zal zij met name overgaan tot onderzoek van de boeken van den schuldenaar.

(8) Het Nederlandsch Clearinginstituut zal de Nationale Bank van Roemenië onmiddellijk op de hoogte brengen van iedere overschrijving van bedragen van de eene bijzondere rekening naar een andere bijzondere rekening, bedoeld in de voorgaande paragrafen.

(9) Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië, daartoe door hun wederzijdsche Regeeringen aangewezen, zullen in gemeen overleg de middelen overwegen, om de bepalingen van het onderhavige artikel doeltreffend te maken en zullen zorgdragen voor de uitvoering daarvan. Zij zullen zich eveneens kunnen verstaan omtrent eventueel te verrichten overschrijvingen van de eene bijzondere rekening naar een andere.

Artikel 4.

(1) Als nieuwe handelsvorderingen worden beschouwd: alle vorderingen, voortspruitend uit den invoer van Nederlandsche goederen in Roemenië en vervallen vanaf 1 September 1936.

(2) Als achterstallige handelsvorderingen worden beschouwd: alle vorderingen, voortspruitend uit den invoer van goederen in Roemenië door een Nederlandsche firma zonder rekening te houden met den oorsprong van de goederen, een en ander voor zoover deze vorderingen zijn vervallen vóór 1 September 1936.

(3) Als financieele vorderingen worden beschouwd:

a) De aan het buitenland te betalen interesten op obligaties of schulden van elken aard andere dan dezulke, welke genoemd zijn in artikel 3 par. 2; de winsten, dividenden en interesten op leeningen en voorschotten en iedere andere niet commercieele schuld in den zin van de onderhavige Overeenkomst, verschuldigd door Roemeensche personen of ondernemingen, voorzoover deze schuldbewijzen of vorderingen in het bezit waren van Nederlandsche schuldeischers, zooals omschreven in artikel 3 par. 2, op het oogenblik van het in werking treden van deze Overeenkomst;

b) De interesten, winsten of dividenden, voortspruitend uit de belegging van Nederlandsche kapitalen in Roemenië in ondernemingen van andere dan van Nederlandsche nationaliteit, naar verhouding van het belang van de deelneming van de bedoelde kapitalen in deze ondernemingen;

c) De netto opbrengsten voortspruitend uit de beleggingen in Roemenië van in lei uitgedrukte achterstallige handelsvorderingen, voorzoover deze beleggingen geschieden of geschied zijn in overeenstemming met de Roemeensche Wet van 15 April 1935.

(4) De overmaking van de financieele vorderingen, genoemd in de voorgaande paragraaf onder *a* en *b*, zal het bedrag van 5 % 's jaars van het nominale kapitaal niet te boven kunnen gaan, terwijl de overmaking van kapitalen is uitgesloten.

De overmaking van de financieele vorderingen, genoemd in de voorgaande paragraaf onder *c*, zal wat betreft de rente van het nominale kapitaal een bedrag van 5 %, en wat betreft de amortisatie een bedrag van 3 % niet te boven kunnen gaan.

Artikel 5.

(1) Vanaf den datum van het in werking treden van deze Overeenkomst zal iedere Nederlandsche goederenuitvoer, te vereffenen volgens de bepalingen van deze Overeenkomst, onderworpen zijn aan het voorafgaand visum van de bevoegde Nederlandsche autoriteiten overeenkomstig de van kracht zijnde bepalingen in Nederland. Het visum, dat gesteld zal worden op een copie van de factuur, ontheft den Roemeenschen importeur niet van de overlegging van het certificaat van oorsprong, dat door de Roemeensche voorschriften wordt geëischt.

(2) Overigens zal de Roemeensche Regeering den invoer van goederen uit het Koninkrijk der Nederlanden kunnen onderwerpen aan een invoervergunning. Deze vergunning zal worden verstrekt binnen de grenzen van de contingenten, die voorzien zijn in het handelsverdrag van 10 Februari 1935, dat gesloten is tusschen de Nederlandsche Regeering en de Roemeensche Regeering.

Artikel 6.

(1) De schuldenaren in Roemenië zijn verplicht, om op den vervaldag van hunne schulden aan de schuldeischers in Nederland de benoodigde valuta te koopen bij de Nationale Bank van Roemenië overeenkomstig de van kracht zijnde bepalingen in Roemenië.

(2) De Nationale Bank van Roemenië zal de bedragen in guldens, die voorkomen in het credit van de rekeningen, bedoeld in art. 3 (1) van deze Overeenkomst ter beschikking stellen van de schuldenaren in Roemenië overeenkomstig de in

Roemenië van kracht zijnde bepalingen en zal onverwijld de betalingsopdrachten geven ten laste van de haar ter beschikking staande gelden bij het Nederlandsch Clearinginstituut.

(3) De betalingsopdrachten zullen voor iederen plaats gehad hebbenden verkoop van valuta de speciale rekening aangeven, ten laste waarvan de betaling zal plaats vinden, evenals het bedrag, den naam van den begunstigde en de bijzonderheden, welke noodig zijn om de vordering te identificeeren.

(4) In het geval, waarin bij gebreke van voldoende beschikbare middelen op een van de bijzondere rekeningen bij het Nederlandsch Clearinginstituut, de Nationale Bank van Roemenië de noodige guldens niet kan verkoopen, zal van de aldus uitgestelde aanvragen van valuta door laatstgenoemde instelling nota worden genomen, terwijl zij het Nederlandsch Clearinginstituut hiervan op de hoogte zal brengen en aan deze aanvragen gevolg zal geven, zoodra op de desbetreffende rekening wederom middelen aanwezig zullen zijn.

(5) Ingeval de schuldenaar op den vervaldag niet de noodige valuta van de Nationale Bank van Roemenië zou kunnen verkrijgen, zal de schuldeischer kunnen vorderen, dat de schuldenaar de tegenwaarde in lei, berekend volgens de op dat oogenblik van kracht zijnde bepalingen, stort op een rekening, die op zijn naam wordt geopend bij een bank in Roemenië, welke bank de verplichting heeft om van de storting de Nationale Bank van Roemenië onmiddellijk in kennis te stellen, welke op haar beurt het Nederlandsch Clearinginstituut ervan zal verwittigen. Deze storting zal geen bevrijdend karakter hebben.

(6) Bovendien is een schuldenaar in Roemenië niet bevrijd van zijn betalingsverplichting, zoolang de schuldeischer niet de geheele tegenwaarde van zijn vordering in guldens heeft ontvangen.

(7) Behoudens dat anders tusschen partijen is overeengekomen, zal de omrekening in guldens van de in een andere valuta luidende vordering plaats hebben op basis van den gemiddelden koers van de desbetreffende valuta, genoteerd op de Londensche Beurs op den dag, voorafgaande aan den datum van de betalingsopdracht van de Nationale Bank van Roemenië.

Artikel 7.

De afgifte van valuta door de Nationale Bank van Roemenië aan de importeurs in Roemenië voor de handelsvorderingen, vervallen nà 1 September 1936, zal slechts kunnen geschieden

op vertoon van de copie van de factuur, door de bevoegde Nederlandsche autoriteiten geviseerd in overeenstemming met het in het voorafgaande artikel 5 bepaalde. De geviseerde copie-factuur zal door den importeur in Roemenië worden overgelegd aan de Nationale Bank van Roemenië, die haar behoorlijk afgestempeld zal voegen bij de aan het Nederlandsch Clearinginstituut te zenden betalingsopdrachten.

Artikel 8.

(1) Particuliere compensatietransacties in de artikelen, voorkomend op de lijsten A en B van de Roemeensche compensatieregeling, zullen in ieder afzonderlijk geval slechts met de voorafgaande goedkeuring van het Nederlandsch Clearinginstituut kunnen worden ten uitvoer gebracht.

(2) Andere particuliere compensatietransacties zullen in ieder afzonderlijk geval slechts met de voorafgaande goedkeuring van de Roemeensche Regeering en van het Nederlandsch Clearinginstituut ten uitvoer kunnen worden gebracht.

(3) Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië zullen met elkander tot overeenstemming komen, volgens de instructies van hunne Regeeringen, over de wijze, waarop particuliere compensaties worden geregeld.

Artikel 9.

(1) De ondernemingen, welke Roemeensche petroleumproducten naar Nederland uitvoeren en die binnen den normalen gang van hun bedrijf Nederlandsche goederen in Roemenië invoeren voor hun eigen behoeften, zullen op door het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië vast te stellen wijze den koopprijs van hun invoeren van Nederlandsche goederen kunnen vereffenen met een deel van den verkoopprijs van hun uitvoeren naar Nederland.

(2) Tot dit doel en op aanvrage van de betrokken onderneming zullen de te harer gunste bij het Nederlandsch Clearinginstituut gestorte bedragen als volgt worden verdeeld:

a) 28 % op de bijzondere rekening A;
b) 25 % ,, ,, ,, ,, B;
c) 5 % ,, ,, ,, ,, C;
d) 5 % ,, ,, ,, ,, D;
e) 12 % ,, ,, ,, ,, E;

f) Het saldo van 25 % zal in het credit worden geboekt van geblokkeerde rekeningen ten gunste van de exporteurs in Roemenië. De bedragen, voorkomende in het credit van bedoelde rekeningen, zullen slechts kunnen worden gebruikt na voorafgaande goedkeuring van de Nationale Bank van Roemenië, die het Nederlandsch Clearinginstituut er van in kennis zal stellen. Bij dit advies zal de Nationale Bank van Roemenië voegen de copie-factuur van de desbetreffende levering, geviseerd door de bevoegde Nederlandsche autoriteiten en behoorlijk afgestempeld door genoemde Bank. Na ieder tijdvak van drie maanden zal het niet gebruikte saldo van elke storting op de geblokkeerde rekeningen kunnen worden overgebracht naar de speciale rekening B, in gemeen overleg tusschen de Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsch Clearinginstituut.

Artikel 10.

(1) Het is wel verstaan, dat, voor wat de onderhavige Overeenkomst betreft, met de uitdrukkingen „Koninkrijk der Nederlanden" en „Nederlandsch" zoowel het grondgebied van het Koninkrijk in Europa, als dat buiten Europa wordt bedoeld.

(2) Als Nederlandsche goederen zullen worden beschouwd: alle goederen van Nederlandschen oorsprong, zoomede alle goederen, welke in Nederland een zoodanig ingrijpende bewerking of verwerking hebben ondergaan, dat aan deze goederen een duidelijk nationaal karakter kan worden toegekend.

Het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië zullen in gemeen overleg kunnen vaststellen, dat niet-Nederlandsche goederen, van niet-Europeeschen oorsprong, worden behandeld als Nederlandsche goederen, onder voorwaarde, dat zij het voorwerp hebben uitgemaakt van een regelmatig handelsverkeer tusschen Nederland en Roemenië vóór het in werking treden van deze Overeenkomst en dat zij in Roemenië worden ingevoerd door tusschenkomst van een in Nederland gevestigd Nederlandsch handelshuis, mits dit handelshuis ook vóór het in werking treden van deze Overeenkomst dezen handel reeds dreef.

(3) Als Roemeensche goederen zullen worden beschouwd: alle goederen van Roemeenschen oorsprong, zoomede alle goederen, welke in Roemenië een zoodanige ingrijpende bewerking of verwerking hebben ondergaan, dat aan deze goederen een duidelijk nationaal karakter kan worden toegekend.

Artikel 11.

Wanneer deze Overeenkomst eindigt, zullen de zendingen Roemeensche en Nederlandsche goederen, welke op dat oogenblik nog niet in het land van bestemming ingevoerd, doch wel uit het andere land verzonden zijn, op zijn laatst drie dagen na den datum van de opzegging, bedoeld in art. 14 (2), worden behandeld volgens de bepalingen van deze Overeenkomst.

(2) De op de bijzondere rekeningen van de Nationale Bank van Roemenië bij het Nederlandsch Clearinginstituut aanwezige saldi zullen overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst worden aangewend.

(3) De Nederlandsche importeurs zullen moeten voortgaan den aankoopprijs van hun invoeren van Roemeensche goederen bij het Nederlandsch Clearinginstituut te storten, zoolang aan aanvragen van valuta voor de vereffening van nieuwe vorderingen, voortspruitend uit den invoer in Roemenië van Nederlandsche goederen, voorzien van het visum der bevoegde Nederlandsche autoriteiten, bedoeld in art. 5, niet is voldaan. Deze stortingen zullen worden geboekt in het credit van de bijzonder rekening B.

Artikel 12.

Elke Regeering verbindt zich de noodzakelijke maatregelen te treffen, opdat de bepalingen van deze Overeenkomst in acht worden genomen.

Artikel 13.

(1) De technische uitvoering dezer Overeenkomst zal in gemeen overleg tusschen het Nederlandsch Clearinginstituut en de Nationale Bank van Roemenië worden geregeld.

(2) De beide Regeeringen zullen in wederzijdsche overeenstemming de moeilijkheden regelen, welke de toepassing van deze Overeenkomst zou kunnen medebrengen.

Artikel 14.

Deze Overeenkomst doet iedere vroegere clearing- of betalingsregeling vervallen en zal op 1 September 1936 in werking treden. Vóór den datum van het in werking treden van deze Overeenkomst zal de Roemeensche Regeering de Nederlandsche Regeering in kennis stellen van de instemming van de Nationale Bank van Roemenië met de onderhavige Overeenkomst.

Deze Overeenkomst zal van kracht blijven zoolang niet een der beide Regeeringen haar verlangen te kennen zal hebben gegeven haar te beëindigen, met inachtneming van een opzeggingstermijn van minstens twee weken, opdat de beëindiging der Overeenkomst op het einde van een maand plaats vinde.

Gedaan in tweevoud te Boekarest, den 28sten Augustus 1936.

Voor de Regeering van het Koninkrijk der Nederlanden,

J. B. Hubrecht

Voor de Regeering van het Koninkrijk Roemenië,

Gh. Leon

Modus Vivendi.

Ten einde het handelsverkeer te vergemakkelijken, totdat een nieuw verdrag zal zijn gesloten, zijn de Koninklijk Nederlandsche Regeering en de Koninklijk Roemeensche Regeering overeengekomen, de bepalingen van de op 28 Augustus 1936 onderteekende Betalingsovereenkomst met bijlagen te handhaven, behoudens het volgende:

Artikel 1.

1. In afwachting van de vaststelling door de Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsch Clearinginstituut van de uiteindelijke lijst van achterstallige vorderingen, te vereffenen ten laste van de bijzondere rekening D, en van de vaststelling door de beide instellingen van het tijdstip, waarop de bijzondere rekening F definitief zal worden afgesloten, zullen de stortingen op deze beide rekeningen gestaakt worden op het oogenblik, dat deze Modus Vivendi in werking treedt.

2. De beide instellingen zullen de noodige maatregelen nemen om de afwikkeling der achterstallige vorderingen zoo spoedig mogelijk te doen plaats vinden.

3. Na de afwikkeling der bijzondere rekeningen D en F zal de Nationale Bank van Roemenië, indien het geval zich voordoet, de guldens, welke noodig zijn voor de vereffening van de achterstallige handelsvorderingen, welke niet te voren waren afgewikkeld en welke door de beide instellingen als juist worden erkend, ter beschikking stellen van de Roemeensche schuldenaars. De betaling aan de Nederlandsche schuldeischers zal geschieden ten laste van de bijzondere rekening B, in chronologische volgorde van de stortingen.

Artikel 2.

1. Het is te verstaan, dat het bedrag, over te schrijven op de bijzondere rekening E overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, paragraaf 2 onder I en II van de Overeenkomst,

uiteindelijk wordt vastgesteld op 120 000 gulden voor het afgeloopen tijdvak. Dit bedrag zal terstond na het in werking stellen van dezen Modus Vivendi ter vrije beschikking van de Nationale Bank van Roemenië worden gesteld.

2. Op 31 December 1937 zal worden overgegaan tot een nieuwe overschrijving op de bijzondere rekening E, overeenkomstig de in de vorige paragraaf vermelde bepalingen van de Overeenkomst.

3. Het overschot van de bijzondere rekening A, dat het door de Nationale Bank van Roemenië en het Nederlandsche Clearinginstituut vast te stellen bedrag van de reserve overschrijdt, zal overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, paragraaf 2 onder III van de Overeenkomst, overgeschreven worden op de bijzondere rekening B, ten einde voor onmiddellijke behoeften te worden gebruikt.

Artikel 3.

1. De beide Regeeringen zijn overeengekomen, dat in het belang van den handel tusschen de beide landen de opeenhooping van bedragen in guldens, waarvoor geen bestemming bestaat en die niet gebruikt worden, op de bijzondere rekening B bij het Nederlandsch Clearinginstituut, zooveel mogelijk zal worden vermeden.

2. Te dien einde zal de Nationale Bank van Roemenië, zelfs voordat de invoer der goederen heeft plaats gehad, de guldens, welke den aankoopsprijs of een afbetaling op dien prijs vertegenwoordigen, ter beschikking stellen van de Roemeensche schuldenaren, op voorwaarde, dat deze betaling gegrond is op verkoop tegen documenten, of op een andere wijze van betaling, die in overeenstemming is met de handelsgebruiken en voorzien in het koop- of leveringscontract.

3. Evenzoo zal de Nederlandsche Regeering het noodige verrichten, opdat de visa, genoemd in artikel 5 van de Overeenkomst, zoodanig zullen worden verleend, dat de ter beschikking staande gelden zooveel mogelijk zullen worden aangewend.

4. Wat betreft de in Roemenië gecontingenteerde artikelen, zal de Roemeensche Regeering — op aanvrage van de importeurs — invoervergunningen verleenen, ten minste tot de grenzen, genoemd in de lijst, welke gevoegd is bij de Handelsovereenkomst van 10 Februari 1935, voor zoover de Roemeensche importeurs beschikken over een algemeene invoerlicentie voor de

betrokken artikelen. Op het oogenblik van afgifte van de licentie tot invoer in Roemenië, zal de bevoegde autoriteit aan den importeur een attest afgeven, dat deze onverwijld aan den Nederlandschen exporteur zal moeten zenden.

Artikel 4.

1. Wat betreft de aankoopen van tarwe, zullen de beide Regeeringen in gemeen overleg vaststellen de leveringsvoorwaarden en de verdeeling van de bedragen, gestort op de rekening „tarwe", over de bijzondere rekeningen, voorzien in artikel 3 van de Overeenkomst.

2. Het is te verstaan, dat in deze verdeeling zullen voorkomen:

	Deviezen ter vrije beschikking van de Nationale Bank van Roemenië.	Niet-Nederlandsche goederen, als omschreven in art. 10 par. 2 van de Overeenkomst
eerste tranche (30 000 ton)	35 %	5 %
tweede tranche (30 000 ton)	40 %	15 %
derde tranche (30 000 ton)	45 %	20 %
aankoopen boven 90 000 ton	50 %	20 %

Artikel 5.

Deze Modus Vivendi zal in werking treden op 21 Augustus 1937. Hij zal ophouden van kracht te zijn op 31 December 1937.

Gedaan in tweevoud te Boekarest den 21sten Augustus 1937.

L. G. van Hoorn. M. Berceanu.